

# NOTRE POLITIQUE DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (R.G.P.D.)

---

## 1. PRÉAMBULE

1.1. Le cabinet d'avocats CARNOY AVOCATS établi à B-1060 Bruxelles, rue Tasson Snel 22/3 (Belgique), ci-après le Cabinet, est soucieux de la protection de vos données à caractère personnel et s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel en vigueur en Belgique en ce compris le Règlement général relatif à la protection des données 2016/679 (ci-après le R.G.P.D.). Dans ce souci de protection de vos données, le Cabinet reste à votre disposition pour toutes questions ou remarques à ce sujet.

1.2. Le Cabinet assure un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle de vos données, en vue de vous prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant et si vous avez connaissance de l'existence d'une fuite de données ou si vous en suspectez une, nous vous demandons de nous la signaler immédiatement.

## 2. A QUI S'ADRESSE LA PRÉSENTE DÉCLARATION ?

2.1. Cette déclaration est destinée aux personnes physiques qui rentrent en contact avec nous, en ce compris celles qui :

- Naviguent sur notre site internet ou sur notre blog ;
- Demandent des informations relatives aux services du Cabinet ;
- Sont, deviennent ou furent les clients du Cabinet ;
- Travaillent pour les clients du Cabinet, ou auprès de ses fournisseurs.

2.2. Le Cabinet vous informe de ce que vos données seront utilisées conformément à la présente déclaration de protection des données ainsi qu'aux dispositions relatives à la protection des données et de la vie privée en vigueur en Belgique.

### **3. QUELLES SONT LES DONNÉES QUI SONT TRAITÉES PAR LE CABINET ET D'OÙ PROVIENNENT-ELLES ?**

3.1. Le Cabinet collecte les données traitées par différents canaux. Soit directement auprès de vous-même, soit auprès d'une autorité judiciaire ou administrative, d'un notaire, d'une partie adverse dans le cadre d'un litige ou d'une compagnie d'assurance intervenant dans la défense de vos intérêts (RC professionnelle, RC familiale, Protection juridique, etc.), ou encore de toute autre partie intervenante (huissier, conseil technique, expert, traducteur, etc.).

3.2. Certaines données peuvent aussi être collectées valablement si elles sont divulguées publiquement ou si vous les avez vous-même rendues accessibles publiquement sur les médias publics/sociaux notamment (tel que LinkedIn, Facebook, etc.) ou si elles sont disponibles sur un site d'accès non restreint sur l'Internet.

3.3. Les catégories de données suivantes sont traitées :

- Les données d'identification : nom, prénom, adresse privée, adresse e-mail, téléphone, sexe, date et lieu de naissance, état-civil, régime matrimonial, nationalité, photographie d'identité, carte d'identité ;
- Les données appartenant à des catégories particulières de données (articles 9 et 10 du R.G.P.D.) : antécédents médicaux, maladie, handicap, jugement, données relatives aux condamnations pénales et à des infractions, etc. ;
- Les données bancaires : le numéro de compte, voire certains extraits de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière ;
- Les données familiales ;
- Les données professionnelles ;
- Toutes autres données relatives au litige/au dossier confié au Cabinet nécessaire à sa gestion.

### **4. POURQUOI LE CABINET TRAITE-T-IL VOS DONNÉES ?**

4.1. Selon les données collectées et traitées, les finalités diffèrent. Le cabinet traite vos données :

- Dans le cadre de la défense de vos intérêts ou de ceux de la personne morale ou physique pour laquelle vous intervenez ;

- Dans le cadre de la réalisation des obligations contractuelles ou précontractuelles du Cabinet à votre égard ou à l'égard de la personne morale ou physique pour laquelle vous intervenez
  - Pour établir la facturation ;
  - Pour assurer la défense du Cabinet dans le cadre d'un contentieux qui l'oppose à vous ;
  - Pour la vérification d'éventuels conflits d'intérêts.
- 4.2. Plus particulièrement, nous vous demandons de nous fournir les données personnelles indiquées dans le signalétique client que vous pouvez télécharger dans l'onglet « devenir client » de notre site, ainsi que vos données d'identification, de localisation, de communication, d'identité légale (BCE et TVA), de représentation légale et le bénéficiaire effectif de votre société. Votre adresse email est aussi utilisée pour l'associer à votre compte MyPrest qui vous donne accès à une plate-forme Internet où vous pouvez télécharger vos factures et consulter la feuille des prestations et de leur coûts (time sheet) ainsi que certains documents attachés aux prestations.
- 4.3. Le Cabinet n'utilise pas vos données personnelles pour vous envoyer des informations de marketing sur nos services. En aucun cas vos données ne sont cédées à des tiers à de telles fins. Nous n'utilisons vos données qu'aux fins indiquées ici, à l'exclusion de toute autre finalité. La newsletter de notre blog est émise sur base d'une inscription volontaire (opt in, adhésion non présumée). Vous pouvez à tout moment rayer votre inscription auquel cas un enregistrement résiduaire n'est pas conservé.

## **5. QUELLE EST LA BASE LÉGALE DU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES PAR LE CABINET ?**

- 5.1. En fonction de la finalité poursuivie, le Cabinet traite vos données sur base de :
- Nos contraintes comptables et fiscales (facturation et listing annuels TVA, relevé 325 pour les prestataires) (article 6, c. du R.G.P.D.) ;
  - Nos contraintes procédurales (identification des parties dans les actes de procédure) (article 9, 1,f et article 6, f. du R.G.P.D.) ;
  - Nos contraintes légales (blanchiment et déclaration de dispositif transfrontalier ayant une incidence fiscale, BCFI) ;
  - Nos besoins commerciaux (vœux et annonces de nos événements) ;

- Nos besoins professionnels (déterminer à qui envoyer conseils et documents, prévenir les conflits d'intérêt (article 6, b. du R.G.P.D.) ;
- Dans certains cas très particuliers, le Cabinet peut être amené à traiter vos données sur base de votre consentement (article 6, a. du R.G.P.D.).

## **6. AVEC QUI LE CABINET PARTAGE-T-IL VOS DONNÉES ?**

- 6.1. Tout partage de données s'effectue dans les limites du secret professionnel, des règles déontologiques et du présent document.
- 6.2. Les données énumérées ci-dessus sont accessibles aux personnes membres de l'équipe du Cabinet ou tous confrères, intervenant comme collaborateur ou avocat spécialisé, ou tout conseil technique, traducteur, expert, dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution des obligations du cabinet et du tiers.
- 6.3. Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux autorités judiciaires ou administratives ou auxiliaires de justice dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure du strict nécessaire.
- 6.4. Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux parties adverses dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure du strict nécessaire.
- 6.5. Le Cabinet est susceptible de transmettre, le cas échéant, vos données à des organismes bancaires ou d'assurance si cela répond aux nécessités de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.
- 6.6. Le Cabinet est susceptible d'être amené à devoir transmettre les données personnelles collectées aux autorités ou entités fixées par la loi, le décret ou toute disposition réglementaire qui est applicable.
- 6.7. Le Cabinet peut également partager certaines données avec ses cocontractants, qualifiés de « sous-traitant » au sens de la législation, dans la mesure strictement nécessaire au fonctionnement d'applications ou systèmes de gestion informatisés ou non informatisés auxquels le Cabinet a souscrit. La liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées sont disponibles à la première demande.

## **7. COMBIEN DE TEMPS LE CABINET GARDE-T-IL VOS DONNÉES ?**

7.1. Le Cabinet ne conservera pas les données au-delà d'une période de 10 ans nécessaire pour répondre à ses obligations légales ou contractuelles (prescription fiscale, responsabilité professionnelles, loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, etc.). Ce délai commence à courir dès la fin de la relation qui vous lie au Cabinet.

7.2. En cas de contentieux les données seront conservées au-delà des échéances indiquées ci-dessus à des fins de défenses en justice. Dans ce cas, la conservation des données pertinentes pourrait être prolongée dans toute la mesure nécessaire à la gestion du contentieux.

## **8. LE CABINET TRANSFÈRE-T-IL VOS DONNÉES HORS DE L'UNION EUROPÉENNE ?**

8.1. Les transferts des données vers un pays hors de l'Union ne seront autorisés que si et seulement si :

- La Commission européenne a rendu une décision accordant un niveau de protection adéquate et équivalente à celui prévu par la législation européenne, les données personnelles seront transférées sur ce fondement ;
- Le transfert est couvert par une mesure adéquate accordant un niveau de protection équivalent à celui prévu par la législation européenne, telle que les Clauses Standard de la Commission ou le consentement.

8.2. Concernant le lieux d'hébergement et de stockage des données personnelles, voyez le point 10 ci-dessous.

## **9. QUELS SONT VOS DROITS ?**

9.1. Excepté si une disposition légale en vigueur en Belgique ne le permet pas, en ce compris le R.G.P.D. ou si le secret professionnel s'y oppose, en vertu de la réglementation vous avez les droits suivants :

- Le droit d'accès en ce compris le droit de savoir si le Cabinet traite vos

- données ;
- Le droit d'avoir une copie sous forme électronique ou papier à notre choix des données traitées ;
- Le droit de rectification des données traitées ;
- Le droit d'opposition des données traitées ;
- Le droit de limiter le traitement des données traitées ;
- Le droit à l'effacement des données traitées ;
- Le droit à la portabilité des données traitées ;
- Le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des - données :

[www.autoriteprotectiondonnees.be](http://www.autoriteprotectiondonnees.be) Rue  
de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles  
Tel.: +32 (0)2 274 4800  
Télécopie: +32 (0)2 274 4835  
Courriel: [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

9.2. Vous pouvez exercer vos droits en vous adressant au Cabinet à l'adresse électronique suivante : [info@carnoyavocats.be](mailto:info@carnoyavocats.be) ou par envoi postal à l'adresse suivante : rue Tasson Snel 22/3 à B-1060 Bruxelles.

9.3. Si votre demande de modification des enregistrements et du traitement de vos données personnelles est faite avant que notre mission soit terminées, soit vous limitez la demande à ce qui n'est pas strictement utile à l'exécution de notre mission, soit vous nous confirmez la résiliation du contrat de service et de mandat.

## **10. QUEL EST L'EMPLACEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES**

10.1. Vos données et les documents produits dans l'exercice de nos missions sont stockés dans un dossier « papier » situé dans notre bureau à Saint Gilles lorsque le document est imprimé ou reçu sur tel support.

10.2. Vos données sous forme électronique recueillies dans le dossier et documents sont stockées et conservés dans le cloud One Drive ® de Microsoft Office ® dans un compte à notre nom ainsi que, à titre de sauvegarde de sécurité, dans un serveur de stockage en réseau, dit NAS, à savoir un appareil réseau autonome contenant trois disques durs de sauvegarde qui sont connectés et qui se comportent comme un disque dur partagé. Le NAS est situé à Bruxelles et les stockage Microsoft Office ® peut être situé en dehors de l'Union européenne.

10.3. Les données d'identification et les données comptables sont accessibles en ligne sur base d'un login, d'un password et d'une application dédiée, accessible aux seuls avocats du cabinet et à une employée comptable. L'application et ses données sont hébergées auprès d'un prestataire français installé dans l'Union européenne.

## **11. MODIFICATIONS**

11.1. Le Cabinet peut à tout moment apporter, pour différentes raisons, des corrections, des compléments ou des modifications à la présente déclaration de protection des données et de la vie privée. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur notre site internet.

11.2. Le lieu d'hébergement des données peut être modifié en fonction de décision de nos fournisseurs de solution informatique ou de nos hébergeurs.

## **12. RÉSEAUX SOCIAUX**

12.1. Il est demandé à nos clients et partenaires de ne pas se connecter à notre site, notre blog ou à notre plateforme à l'aide des identifiants utilisés sur un réseau social.

12.2. Il est demandé à nos clients de ne pas entrer en contact avec nous par les messageries des réseaux sociaux telles que Facebook ®, Messenger ®, etc., et d'éviter dans la mesure du possible de transférer des documents par ces vecteurs.